



APPEL DE GENÈVE GENEVA CALL

Geneva Call in the Press

La campagne contre les mines passe la vitesse supérieure

Source: Tribune de Genève - 16 September 2001



La Suisse tire un bilan positif de la Conférence. Malgré bien des obstacles

Mathieu Van Berchem

Combien de personnes, en Afghanistan, au Cambodge, en Angola, en Tchétchénie et ailleurs, ont sauté sur des mines anti-personnel pendant les cinq jours de travaux de la Conférence de suivi du traité d'Ottawa interdisant ces engins de mort et de souffrance? Il faut, pour s'en rendre compte, longer la "ligne rouge" faite de chaises mal en point, alignées presque militairement sur le quai Wilson, du Palais du même nom jusqu'aux Bains des Pâquis. Plusieurs centaines sans doute. "Ça ne se compte pas", rétorque l'auteur de ce happening rouge sang, Daniel Berset, qui prolongera l'exposition sur le toit du Musée de la Croix-Rouge.

Malgré l'urgence, en dépit de la réticence des grandes puissances à signer le Traité d'Ottawa, la Suisse tire un bilan plutôt positif de cette conférence. "La campagne n'a pas perdu de sa force", estime l'ambassadeur Raimund Kunz. La preuve: pendant ces cinq jours, cinq Etats supplémentaires ont ratifié le traité. Depuis son entrée en vigueur en mars 1999, 22 pays ont détruit leurs stocks de mines; des millions de km² de terres ont été déminées et près de 250 millions de dollars ont été consacrés au déminage et à l'aide aux victimes. Les gouvernements engagés dans cette lutte et la Campagne internationale pour interdire les mines, qui a reçu le Prix Nobel de la Paix en 1997, se félicitent en outre de leur bonne coopération.

Un bilan positif donc. Sauf qu'il reste encore 250 millions de mines sur terre. Le déminage, qui a commencé bon an mal an, prendra des décennies, voire des siècles. "En Afghanistan, 5000 démineurs ont été mis en congé sans solde, faute de budget conséquent", déplore Paul Vermeulen, de Handicap International.

Cent trente-neuf Etats ont déjà signé le traité, 107 l'ont ratifié. Mais même parmi ceux-ci, les problèmes persistent. Certains ne parviennent tout bonnement pas à détruire leurs stocks, faute de moyens. Plus grave, d'autres - c'est le cas de l'Angola - invoquent des raisons "particulières" pour se réserver le droit d'utiliser des mines. Comment vérifier et, le cas échéant, sanctionner ces Etats? Comment les convaincre de respecter la Convention alors que les guérillas qu'ils combattent se sentent peu concernées par le processus d'Ottawa? Autant de questions

sans véritable réponse. La Campagne suisse contre les mines a bien tenté de sensibiliser les mouvements rebelles en lançant son Appel de Genève: plusieurs responsables de guérillas ont signé, s'engageant ainsi à bannir l'usage des mines. Mais le processus est lent; et, tout comme celui d'Ottawa, difficilement contrôlable.

Restent les Etats qui n'ont même pas pris la peine de signer le traité. C'est notamment le cas des Etats-Unis, de la Russie, de la Chine, de l'Inde, du Pakistan et de la Turquie. Comment les en convaincre? En accentuant la pression internationale, estiment les organisations non gouvernementales. Berne compte modestement sur ses contacts diplomatiques et militaires, notamment dans le cadre du Partenariat pour la Paix qui s'est greffé sur l'OTAN. Mais la tâche sera difficile. Rendez-vous en septembre 2001 au Nicaragua pour une nouvelle Conférence de suivi. D'ici là, la ligne rouge aura dépassé Lausanne.

GENEVA CALL